

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

20 AVRIL 1989

PROJET DE LOI

**modifiant certaines dispositions
relatives au crime de viol**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA
COMMISSION DE LA JUSTICE
PAR MME MERCKX-VAN GOEY

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a consacré quatre réunions à l'examen de ce projet de loi.

Ce projet a été examiné en réunion publique de commission.

(1) Composition de la Commission :
Président : M. Mottard.

A. — Titulaires :	B. — Suppléants :
C.V.P. MM. Bourgeois, Eyskens, Hermans, Mme Merckx-Van Goeij, M. Van Parys.	MM. Bosmans (F.), Bosmans (J.), Dhoore, Mme Kestelyn-Sierens, MM. Steverlynck, Uyttendaele.
P.S. MM. Defosset, Eerdeken, Mayeur, Mottard, Mme Onkelinx.	MM. Charlier (G.), Gilles, Henry, Leroy, Perdieu, Vancrombruggen.
S.P. M. Beckers, Mme De Meyer, MM. Derycke, Galle.	M. Bartholomeeussen, Mme Duroi-Vanhelmont, MM. Peeters, Van der Sande, Vanvelthoven.
P.V.V. MM. Berben, De Groot, Mahieu.	MM. De Croo, Kempinaire, Verberckmoes, Verhofstadt.
P.R.L. MM. Defraigne, Mundeleer.	MM. Draps, Gol, Klein.
P.S.C. MM. Beaufays, Laurent.	M. Antoine, Mme Corbisier-Hagon, M. Michel (J.).
V.U. M. Coveliers.	Mme Maes, M. Vervaeat.
Ecolo/ Mme Vogels.	MM. Simons, Van Dienderen.
Agalev	

Voir :

- 702 - 88/89 :
— N° 1.
— N°s 2 et 3 : Amendements.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

20 APRIL 1989

WETSONTWERP

**tot wijziging van sommige bepalingen
betreffende het misdrijf verkrachting**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE JUSTITIE
UITGEBRACHT DOOR
MEVR. MERCKX-VAN GOEY

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft vier vergaderingen gewijd aan de behandeling van onderhavig wetsontwerp.

Dit ontwerp werd besproken in openbare commissie-vergadering.

(1) Samenstelling van de Commissie :
Voorzitter : de heer Mottard.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. Bourgeois, Eyskens, Hermans, Mevr. Merckx-Van Goeij, H. Van Parys.	HH. Bosmans (F.), Bosmans (J.), Dhoore, Mevr. Kestelyn-Sierens, HH. Steverlynck, Uyttendaele.
P.S. HH. Defosset, Eerdeken, Mayeur, Mottard, Mevr. Onkelinx.	HH. Charlier (G.), Gilles, Henry, Leroy, Perdieu, Vancrombruggen.
S.P. H. Beckers, Mevr. De Meyer, HH. Derycke, Galle.	H. Bartholomeeussen, Mevr. Duroi-Vanhelmont, HH. Peeters, Van der Sande, Vanvelthoven.
P.V.V. HH. Berben, De Groot, Mahieu.	HH. De Croo, Kempinaire, Verberckmoes, Verhofstadt.
P.R.L. HH. Defraigne, Mundeleer.	HH. Draps, Gol, Klein.
P.S.C. HH. Beaufays, Laurent.	H. Antoine, Mevr. Corbisier-Hagon, H. Michel (J.).
V.U. H. Coveliers.	Mevr. Maes, H. Vervaeat.
Ecolo/ Mevr. Vogels.	HH. Simons, Van Dienderen.
Agalev	

Zie :

- 702 - 88/89 :
— N° 1.
— N°s 2 en 3 : Amendementen.

DISCUSSION GENERALE

1. Historique

La proposition de loi initiale (de M. Remacle et Mme Smet, Doc. Chambre n° 166/1) modifiant certaines dispositions relatives au crime de viol avait été déposée au cours de la session 1981-1982.

Cette initiative législative avait été inspirée par l'évolution des mentalités à propos du viol et de l'attitude à adopter à l'égard des victimes, le viol étant désormais considéré comme une atteinte à l'intégrité de la personne humaine et non plus seulement comme une offense à l'ordre des familles et à la moralité publique.

Il fut dès lors proposé de compléter l'article 375 du Code pénal, qui rend le viol punissable, par une définition du crime. Cette nouvelle définition allait plus loin que l'interprétation jurisprudentielle actuelle (qui limitait le viol à toute relation sexuelle imposée à une femme par un homme).

Le champ d'application de la proposition de loi initiale fut ainsi étendu aux actes de pénétration orale ou anale, cependant qu'il n'était plus fait aucune distinction selon le sexe de la victime et qu'était reconnu le viol entre époux.

Les auteurs de la proposition de loi avaient également accordé une attention particulière à l'accueil de la victime. Ils avaient dès lors proposé des mesures garantissant l'anonymat de cette dernière et permettant un examen à huis clos et l'assistance d'un médecin.

Le texte initial fut toutefois profondément remanié, lors de son examen par la Commission de la Justice de la Chambre, notamment par l'insertion d'une définition médico-légale très précise du crime de viol :

« Constituent le viol, tout acte de pénétration génitale au moyen du sexe ou d'un objet quelconque, ainsi que tout acte consistant en l'introduction du sexe dans l'orifice buccal ou dans l'orifice anal ». (Rapport de la Commission de la Justice de la Chambre, Doc. n° 166/8, 1981-1982).

La proposition ainsi modifiée fut adoptée à l'unanimité par la Chambre (*Annales de la Chambre* des 1^{er} et 2 juillet 1982).

Le projet transmis par la Chambre fut fondamentalement amendé par la Commission de la Justice du Sénat (Doc. Sénat n°s 306/2 et 3) avant d'être adopté à l'unanimité en séance plénière (*Annales du Sénat* des 26 mars et 5 et 6 juin 1985).

L'une des principales modifications apportées par le Sénat concernait la définition du crime de viol, le Sénat ayant préféré en donner une définition juridique à caractère plus général :

ALGEMENE BESPREKING

1. Voorgeschiedenis

Het oorspronkelijk wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het misdrijf verkrachting dateert reeds van de zitting 1981-1982 (wetsvoorstel van de heer L. Remacle en mevrouw M. Smet, Stuk Kamer n° 166/1).

Dit wetgevend initiatief vond zijn oorsprong in gewijzigde maatschappelijke opvattingen over verkrachting en de houding tegenover het slachtoffer. Hierbij wordt het misdrijf beschouwd als een aantasting van de integriteit van de menselijke persoon en niet langer alleen als een vergrijp tegen de familiale orde en de openbare zedelijkheid.

Dienovereenkomstig werd voorgesteld artikel 375 S.W., dat de verkrachting strafbaar stelt, aan te vullen met een begripomschrijving van het misdrijf. Deze nieuwe definitie reikt verder dan de huidige interpretatie in de rechtspraak (die de verkrachting beperkt tot seksuele betrekkingen waartoe een vrouw door een man gedwongen wordt).

In het oorspronkelijk wetsvoorstel werd het toepassingsgebied van het misdrijf dan ook verruimd tot daden van orale en anale gemeenschap, verviel het onderscheid volgens het geslacht van het slachtoffer en werd verkrachting tussen echtgenoten mogelijk geacht.

De indieners van het voorstel hebben eveneens bijzonder aandacht besteed aan de opvang van het slachtoffer. Hiertoe werden maatregelen bepleit die de anonimiteit van het slachtoffer verzekeren, en een behandeling met gesloten deuren en de bijstand van een arts mogelijk maken.

Bij de behandeling in de Kamercommissie voor de Justitie werd de oorspronkelijke tekst evenwel grondig herwerkt, onder meer door het invoeren van een zeer precieze, medisch-wettelijke definitie van het misdrijf verkrachting :

« Verkrachting is elke daad van genitale penetratie met het geslachtsdeel of met gelijk welk voorwerp en elke daad waarbij het geslachtsdeel in de mond of in de anus wordt ingebracht ». (Verslag van de Commissie voor de Justitie van de Kamer, stuk n° 166/8, 1981-1982).

Het aldus gewijzigde wetsvoorstel werd unaniem aangenomen door de Kamer (Handelingen van de Kamer, 1 en 2 juli 1982).

Het door de Kamer overgezonden ontwerp werd inhoudelijk grondig geamendeerd door de Senaatscommissie voor de Justitie (stuk Senaat n° 306/2 tot 3) alvorens in plenaire zitting unaniem aangenomen te worden (Handelingen van de Senaat, 26 maart 1985, 5 en 6 juni 1985).

Een van de voornaamste wijzigingen, aangebracht door de Senaat, betrof de omschrijving van het misdrijf verkrachting. Hierbij werd de voorkeur gegeven aan een meer algemene, juridische omschrijving :

« Tout acte de pénétration à caractère sexuel, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur une personne qui n'y consent pas, constitue le crime de viol ».

La question est à présent de savoir si la Commission de la Justice de la Chambre pourra marquer son accord sur les modifications apportées par le Sénat ou si elle juge opportun de rouvrir l'ensemble du débat sur le fond. Dans cette dernière hypothèse, il y a toutefois gros à parier que le projet de loi serait à nouveau fortement amendé et devrait être renvoyé au Sénat, ce qui retarderait indéfiniment l'adoption de ce projet important.

2. Méthode de travail

Les opinions divergent quant à la manière de procéder pour faire aboutir l'examen du projet amendé par le Sénat sans trop de retard.

S'indique-t-il vraiment de modifier la loi ? Le texte du Sénat permet-il davantage de mener une lutte moderne et efficace contre ce crime que les propositions adoptées par la Chambre (notamment en ce qui concerne la définition du crime) ?

M. Hermans demande s'il est bien nécessaire de redéfinir le crime de viol. Quelles que soient les circonstances dans lesquelles ce crime est commis, il s'agit en effet toujours d'une atteinte à l'intégrité physique. L'actuel article 375 du Code pénal ne fournit certes aucune définition de ce crime, mais la jurisprudence a précisé cette notion. Le cas échéant, on peut en outre toujours invoquer les dispositions relatives à l'attentat à la pudeur commis avec violences ou menaces (article 373 du Code pénal) pour les faits qui ne peuvent être qualifiés de viol.

Le juge jouit à cet égard d'un pouvoir d'appréciation.

M. Coveliars demande également si les modifications proposées ont réellement un caractère urgent, eu égard notamment à la diminution du nombre de crimes sexuels.

M. Beaufays souligne que les media ont violemment dénoncé l'insuffisance des peines réprimant ce crime dans le cadre de la législation et de la jurisprudence actuelles. Il est dès lors totalement partisan d'une modification de la loi.

La question de savoir comment la loi doit être modifiée doit faire l'objet d'une nouvelle discussion générale portant sur le fond, eu égard aux importantes divergences d'opinion entre la Chambre et le Sénat.

M. Defraigne demande combien d'acquittements en matière de viol pourraient être imputables à des carences éventuelles de la législation. Il propose que le service d'études et de documentation du ministère de la Justice fournisse à la Commission des chiffres à ce sujet.

« Verkrachting is elke daad van seksuele penetratie, van welke aard en met welk middel ook, gepleegd op een persoon die daar niet in toestemt ».

De vraag rijst thans of de Commissie voor de Justitie van de Kamer zich akkoord kan verklaren met de inhoudelijke wijzigingen van de Senaat dan wel of zij het opportuun acht het gehele debat ten gronde opnieuw aan te vatten. In deze laatste hypothese is de kans evenwel groot dat het wetsontwerp opnieuw grondig geamendeerd wordt en terug naar de Senaat moet verwezen worden, hetgeen de afhandeling van dit belangrijk wetsontwerp op de lange baan zou schuiven.

2. Werkmethode

De meningen lopen uiteen over de wijze waarop het door de Senaat geamendeerde wetsontwerp zonder veel vertraging verder kan behandeld worden.

Is een wetswijziging eigenlijk wel opportuun ? Biedt de tekst van de Senaat betere garanties voor een moderne en efficiënte bestrijding van het misdrijf dan de voorstellen die aangenomen werden door de Kamer (onder meer op het vlak van de definitie van het misdrijf) ?

De heer *Hermans* vraagt of er wel behoefte is aan een nieuwe omschrijving van het misdrijf verkrachting. Ongeacht de omstandigheden waarin het misdrijf gepleegd wordt is er immers steeds sprake van een aanslag op de lichamelijke integriteit. Het huidige artikel 375 S.W. biedt weliswaar geen omschrijving van het misdrijf, maar de rechtspraak heeft het begrip nauwkeurig ingevuld. Bovendien kan desgevallend steeds een beroep gedaan worden op de bepalingen betreffende de aanranding van de eerbaarheid met geweld of bedreiging (artikel 373 S.W.) voor feiten die niet als een verkrachting gekwalificeerd kunnen worden.

De rechter beschikt terzake over een appreciatie-recht.

Ook bij de heer *Coveliars* rijst de vraag of de voorgestelde wetswijzigingen werkelijk dringend zijn, onder meer gelet op de daling van het aantal seksuele misdrijven.

De heer *Beaufays* wijst op de scherpe kritiek van de media op de ontoereikende bestraffing van het misdrijf in het kader van de huidige wetgeving en rechtspraak. Hij verdedigt dan ook ten volle de opportuniteit van een wetswijziging.

De vraag op welke wijze de wet moet aangepast worden dient het voorwerp uit te maken van een nieuwe algemene discussie ten gronde, gelet op de belangrijke meningsverschillen tussen Kamer en Senaat.

De heer *Defraigne* vraagt hoeveel vrijspraken inzake verkrachting het gevolg zouden zijn van een eventueel gebrekkige wetgeving. Hij stelt voor dat de studie- en documentatiedienst van het Ministerie van Justitie hierover cijfergegevens ter beschikking zou stellen van de Commissie.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice dément que le nombre de viols ait diminué.

Trop nombreuses sont les femmes qui, dans les circonstances actuelles, n'osent pas porter plainte notamment par crainte de la publicité qui pourrait être donnée à l'affaire.

Il en résulte une sous-évaluation considérable du nombre de viols dans les statistiques officielles. Il s'impose dès lors de modifier les procédures existantes afin de garantir à la victime que sa cause sera instruite dans la discrétion et le respect de sa dignité humaine.

Il estime par ailleurs qu'il est nécessaire de modifier la loi afin d'actualiser la notion de viol. Suivant la nouvelle définition légale en projet, le crime de viol est surtout considéré comme une atteinte à l'intégrité physique et morale de la personne (quel que soit le sexe de la victime).

Le Ministre demande que ces modifications soient adoptées sans délai. Afin d'éviter que le projet ne doive retourner au Sénat, il propose de n'apporter aucune modification fondamentale au texte transmis, si ce n'est certaines corrections d'ordre légistique nécessaires (notamment en ce qui concerne le caractère punissable de la tentative).

La définition générale et pragmatique du crime de viol établie par le Sénat garantit par ailleurs une répression plus efficace du viol que la définition précise et médico-légale proposée par la Chambre.

Une définition légale descriptive pourrait en effet donner lieu à une interprétation jurisprudentielle trop restrictive.

Ainsi, une pénétration orale ou anale avec un objet autre que l'organe génital ne peut en aucun cas constituer un viol si l'on se réfère à la définition donnée par la Chambre. La définition plus extensive du Sénat ne présente pas cet inconvénient.

Eu égard au caractère évolutif des notions de « bonnes mœurs » et de « sexualité » ainsi qu'aux circonstances très diverses qui peuvent entourer un viol, il estime que la définition doit être large et que le juge doit disposer d'un pouvoir d'appréciation.

Il fait par ailleurs observer que la définition proposée par le Sénat se situe dans le droit fil de la récente modification de la législation française relative au crime de viol (loi du 23 décembre 1980).

Mme *Onkelinx* estime qu'il faut élargir sans délai la notion de viol, et l'adapter à l'évolution des conceptions de notre société dans ce domaine.

Afin d'éviter tout retard supplémentaire, elle appuie la proposition du Ministre visant à n'apporter que des modifications d'ordre légistique au texte transmis par le Sénat.

M. *Mayeur* partage ce point de vue. La définition retenue par le Sénat permet de qualifier également de

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie is het niet eens met de vooropgestelde daling van het aantal verkrachtingen.

Al te veel vrouwen durven immers in de huidige omstandigheden geen klacht indienen, onder meer uit vrees voor de ruchtbaarheid die aan de zaak zou gegeven worden.

Het aantal verkrachtingen wordt hierdoor zwaar onderschat in officiële statistieken. Een wijziging van de huidige procedures dringt zich derhalve op om een discreet en humanitair procesverloop te kunnen verzekeren aan het slachtoffer.

Bovendien acht hij een wetswijziging noodzakelijk om het begrip verkrachting op een moderne leest te schoeien. In de nieuwe wettelijke omschrijving van het misdrijf wordt verkrachting vooral beschouwd als een aantasting van de lichamelijke en morele integriteit van de menselijke persoon (ongeacht het geslacht van het slachtoffer).

De Minister pleit ervoor bovenvermelde wetswijzigingen spoedig door te voeren. Teneinde een nieuwe verwijzing naar de Senaat te vermijden, stelt hij voor om geen fundamentele wijzigingen aan te brengen aan de overgezonden tekst, behoudens een aantal noodzakelijke legistische verbeteringen (onder meer wat de strafbare poging betreft).

De pragmatische, algemene begripsomschrijving die de Senaat aan het misdrijf verkrachting geeft, biedt overigens meer garanties voor een efficiënte bestrijding van de verkrachting dan de precieze, medisch-wettelijke definitie van de Kamer.

Een strakke wettelijke afbakening kan immers leiden tot een overdreven restrictieve interpretatie in de rechtspraak.

Zo kan een orale of anale penetratie met een ander voorwerp dan het geslachtsdeel in geen geval verkrachting uitmaken overeenkomstig de definitie van het misdrijf door de Kamer. Dit euvel wordt vermeden in de ruimere omschrijving van de Senaat.

Gelet op het evolutief karakter van de begrippen « goede zeden » en « seksualiteit » en de zeer uiteenlopende omstandigheden waarop het misdrijf tot stand komt, acht hij een soepele definitie en een appreciatie-recht van de rechter onontbeerlijk.

Voorts merkt hij op dat de begripsomschrijving van de Senaat volledig in de lijn ligt van de recente wetswijziging die in Frankrijk doorgevoerd werd betreffende het misdrijf verkrachting (wet van 23 december 1980).

Mevrouw *Onkelinx* meent dat er dringend behoefte is aan een verruiming van het begrip verkrachting, overeenkomstig de nieuwe maatschappelijke opvattingen dienaangaande.

Teneinde verdere vertraging te voorkomen steunt zij het voorstel van de Minister om enkel legistische wijzigingen aan te brengen aan de tekst overgezonden door de Senaat.

De heer *Mayeur* heeft evenmin bezwaren tegen de werkwijze. Met de definitie weerhouden door de Senaat

viol toute pénétration orale ou anale au moyen d'objets quelconques.

Le juge disposera en outre d'une grande marge d'interprétation qui lui permettra de tenir compte de l'évolution rapide des conceptions de notre société en matière de sexualité.

M. *Eerdekens* se rallie à ce point de vue et souligne à son tour l'importance capitale du pouvoir d'appréciation du juge.

M. *Defraigne* ne partage pas ces points de vue et relève un certain nombre d'imperfections juridiques dans le texte du Sénat.

C'est ainsi que la tentative de viol est punissable en vertu de l'article 1^{er}, quatrième alinéa, du projet du Sénat alors que la tentative de crime (tel que le viol) est déjà sanctionnée par l'article 52 du Code pénal.

Le Commissaire royal à la réforme du Code pénal, M. Legros, a d'ailleurs attiré l'attention sur la confusion et les malentendus qui peuvent résulter de l'adjonction de cette disposition superflue. L'intervenant demande dès lors que soit en tout cas supprimé le quatrième alinéa de l'article 1^{er}, qui rend la tentative de viol punissable.

La Commission partage ce point de vue à l'unanimité.

Le membre attire également l'attention sur l'article 5 du projet amendé par le Sénat, qui permet à chaque partie de demander le huis clos à la juridiction de jugement. Cette disposition n'offre aucune garantie à la victime d'un viol, étant donné que celle-ci n'est partie à la cause qu'en cas de constitution de partie civile.

Dans la pratique, le huis clos est généralement ordonné après la clôture de l'instruction, c'est-à-dire à un moment où il ne présente plus beaucoup d'intérêt pour la victime.

M. *Defraigne* critique ensuite l'imprécision de la définition qui est donnée du crime de viol dans le texte adopté par le Sénat. Cette disposition fondamentale n'a pas une portée clairement définie, ce qui est inadmissible compte tenu de la stricte interprétation qui doit être donnée du droit pénal matériel. L'intervenant estime que cette définition peut tout aussi bien donner lieu à une interprétation extensive qu'à une interprétation restrictive.

Si tout acte de pénétration à caractère sexuel, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, peut être considéré comme un viol, on peut notamment se demander quelle qualification sera retenue pour poursuivre le sadique qui se rend coupable de violences (consistant, par exemple, en une pénétration anale à l'aide d'un objet pointu). Comment le juge pourra-t-il déterminer si cet acte doit être considéré comme une « pénétration sexuelle » ou comme un acte de pur sadisme, commis sans aucune motivation sexuelle dans le chef de son auteur ? Comment pourra-t-il distinguer le viol de l'attentat à la pudeur ? Cette

kan de orale of anale penetratie met behulp van allerlei voorwerpen desgevallend ook als verkrachting gekwalificeerd worden.

Bovendien is er ruimte voor een soepele interpretatie door de rechter, in het kader van snel evoluerende maatschappelijke opvattingen over seksualiteit.

De heer *Eerdekens* onderschrijft deze stelling en beklemtoont op zijn beurt het fundamenteel belang van het appreciatierecht waarover de rechter beschikt.

De heer *Defraigne* deelt voormelde standpunten niet. Vooreerst wijst hij op een aantal juridische onvolkomenheden die besloten liggen in de tekst van de Senaat.

Zo wordt de poging tot verkrachting uitdrukkelijk strafbaar gesteld in het ontwerp van de Senaat (artikel 1, vierde lid) terwijl een poging tot misdaad (zoals de verkrachting) reeds door artikel 52 van het Strafwetboek wordt bestraft.

De koninklijke Commissaris voor de hervorming van het Strafwetboek R. Legros heeft overigens gewezen op de verwarring en de misverstanden die kunnen voortvloeien uit de toevoeging van deze overbodige bepaling. Dientengevolge bepleit spreker in elk geval de schrapping van de strafbare poging (artikel 1, vierde lid).

De Commissie treedt dit voorstel unaniem bij.

Het lid wijst ook op artikel 5 van het geamendeerd ontwerp van de Senaat, op grond waarvan elke partij de behandeling met gesloten deuren kan vragen aan het rechtsprekende gerecht. Deze bepaling biedt echter geen enkele garantie aan het slachtoffer van een verkrachting vermits deze persoon slechts partij bij het geding wordt ingeval van burgerlijke partijstelling.

In de praktijk gebeurt zulks doorgaans na de beëindiging van het onderzoek, op een ogenblik dat een behandeling met gesloten deuren niet veel belang meer vertoont voor het slachtoffer.

De heer *Defraigne* oefent vervolgens kritiek uit op de vage definitie van het misdrijf verkrachting in de tekst van de Senaat. De precieze draagwijdte van deze cruciale wetsbepaling is onduidelijk, hetgeen onaanvaardbaar is in het kader van de strikte interpretatie die aan het materieel strafrecht moet gegeven worden. Spreker meent dat voormelde definitie zowel tot een extensieve als tot een restrictieve interpretatie kan aanleiding geven.

Indien elke daad van seksuele penetratie, van welke aard en met welk middel ook, kan beschouwd worden als verkrachting, rijst onder meer de vraag onder welke kwalificatie de geweldplegingen, waartoe een sadist overgaat (bijvoorbeeld anale penetratie met een scherp voorwerp) zullen vervolgd worden. Hoe zal de rechter kunnen uitmaken of dit vergrijp als een « seksuele penetratie » moet beschouwd worden dan wel als een loutere daad van sadisme, gepleegd zonder enige seksuele gedrevenheid in hoofde van de dader ? Hoe kan hierbij de grens getrokken worden tussen verkrachting en aanranding van de eerbaarheid ?

difficulté de qualifier l'acte n'entraînera-t-elle pas inévitablement des interprétations subjectives et arbitraires ?

M. Coveliers partage ce point de vue.

Pour pouvoir faire la distinction entre le viol et l'attentat à la pudeur, le juge devra donner une interprétation subjective de la notion de pénétration « à caractère sexuel ». Il sera obligé de définir la limite entre un comportement sexuel « normal » et « anormal ».

On peut en outre se demander si cette dimension « sexuelle » doit être présente dans le chef de l'auteur, de la victime ou de chacun d'eux.

A défaut d'une définition claire et restrictive du crime de viol, l'intervenant estime préférable de maintenir les dispositions légales actuelles et la jurisprudence qui en découle.

M. Defraigne fait ensuite observer que la définition du Sénat peut également donner lieu à une interprétation restrictive qui autoriserait un moins grand nombre de poursuites que la définition stricte de la Chambre.

Eu égard à la stricte interprétation de la loi pénale, il n'est en effet pas exclu que, dans la jurisprudence, la « pénétration à caractère sexuel » s'entende uniquement de la pénétration du sexe (introduction de l'organe sexuel dans celui de la victime). En cas d'interprétation stricte de la notion de pénétration « à caractère sexuel », la pénétration orale ou anale ou la pénétration d'un objet autre que l'organe sexuel risqueraient de ne pas pouvoir être poursuivies comme viol.

L'intervenant déduit des exemples ci-dessus que la définition de la notion n'offre pas de garanties suffisantes sur le plan de la sécurité juridique, ce qui est inacceptable pour une matière pénale aussi délicate que le viol.

Il marque dès lors sa préférence pour la définition précise de la Chambre.

S'il est vrai que cette définition n'englobe pas certains faits (par exemple, la pénétration orale ou anale au moyen d'un objet autre que l'organe sexuel), ce texte présente au moins l'avantage d'être clair.

Le membre propose ensuite de supprimer l'énumération de certaines circonstances desquelles on peut inférer l'absence de consentement dans le chef de la victime (article 1^{er}, deuxième alinéa).

L'absence de consentement suffit en effet en tant qu'élément constitutif du fait punissable.

Il estime qu'il n'y a donc aucune raison de maintenir des violences, des menaces graves, la surprise, la ruse ou l'abus d'autorité en tant qu'éléments constitutifs du crime.

Il appartient au juge de déduire l'absence de consentement des circonstances spécifiques de chaque affaire.

Le Ministre ne s'oppose pas à cette suppression, l'élément fondamental du crime étant l'absence d'un consentement valable. Cet élément doit figurer sans équivoque dans la nouvelle définition légale du crime

Leidt zulks niet onvermijdelijk tot subjectieve, arbitraire interpretaties ?

De heer *Coveliers* deelt die zienswijze.

Om het onderscheid te kunnen maken tussen verkrachting en aanranding van de eerbaarheid zal de rechter een subjectieve interpretatie moeten geven aan het begrip « seksuele » penetratie. Hij wordt verplicht de grens te trekken tussen « normaal » en « abnormaal » seksueel gedrag.

Overigens rijst de vraag of deze « seksuele » dimensie aanwezig moet zijn in hoofde van de dader, het slachtoffer of allebei.

Bij ontstentenis van een duidelijke, restrictieve omschrijving van het misdrijf verkrachting, geeft spreker de voorkeur aan het behoud van de huidige wetsbepalingen en de rechtspraak.

De heer *Defraigne* merkt vervolgens op dat de definitie van de Senaat ook tot een restrictieve interpretatie kan aanleiding geven, die minder vervolgingen zou mogelijk maken dan de strakke omschrijving van de Kamer.

Gelet op de strikte interpretatie van de strafwet is het immers niet uitgesloten dat de « seksuele penetratie » in de rechtspraak beperkt wordt tot geslachtelijke penetratie (het inbrengen van het geslachtsdeel in het geslachtsdeel van het slachtoffer). Bij een strikte interpretatie van het begrip « seksuele » penetratie, dreigen de orale of anale penetratie of de penetratie van een ander voorwerp dan het geslachtsdeel niet als verkrachting vervolgd te kunnen worden.

Uit bovenstaande voorbeelden leidt spreker af dat de begripsomschrijving onvoldoende garanties biedt op het vlak van de rechtszekerheid. Voor een delicate strafrechtelijke materie zoals de verkrachting is dit onaanvaardbaar.

Hij spreekt dan ook zijn voorkeur uit voor de precieze definitie van de Kamer.

Op grond hiervan vallen bepaalde feiten weliswaar ook buiten de begripsomschrijving (bijvoorbeeld orale of anale penetratie met behulp van een ander voorwerp dan het geslachtsdeel) maar de tekst biedt tenminste het voordeel van de duidelijkheid.

Vervolgens stelt het lid de schrapping voor van de opsomming van bepaalde omstandigheden, waaruit de afwezigheid van toestemming in hoofde van het slachtoffer kan afgeleid worden (artikel 1, tweede lid).

De ontstentenis van toestemming volstaat immers als wezenlijk element van het strafbaar feit.

Hij ziet dan ook geen reden om geweld, ernstige bedreiging, overrompeling, list of misbruik van gezag als constitutieve elementen van het misdrijf te behouden.

Het komt aan de rechter toe om de afwezigheid van toestemming af te leiden uit de specifieke omstandigheden eigen aan elke zaak.

De *Minister* verzet zich niet tegen deze schrapping. Het fundamenteel bestanddeel van het misdrijf is immers de afwezigheid van een geldige toestemming. Dit element moet op ondubbelzinnige wijze vermeld

de viol. On peut sans nul doute laisser au juge le soin de déterminer souverainement si une victime a ou non consenti à l'acte.

M. Gol formule des objections de principe au texte transmis par le Sénat. Il renvoie à cet égard aux positions qu'il a défendues, alors qu'il était Ministre de la Justice, au moment de la discussion, à la Chambre et au Sénat, de la version initiale du projet de loi à l'examen.

L'intervenant émet de vives critiques concernant la définition particulièrement imprécise et large du crime de viol dans le texte du Sénat. (« Tout acte de pénétration à caractère sexuel, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit ... »).

Il estime que cette définition vague du fait punissable est inconciliable avec une interprétation stricte de la loi pénale et qu'elle met en péril la sécurité juridique de l'auteur et de la victime.

Si la définition du Sénat est adoptée, il sera particulièrement difficile au juge de continuer à établir la distinction entre le viol (article 375 du Code pénal) et l'attentat à la pudeur (articles 372 et 373 du même Code).

Ces deux notions étaient prévues et assorties d'une sanction dans le Code pénal de 1867 qui n'en donnait toutefois aucune définition légale. La jurisprudence leur a donné un contenu pénal et les a clairement dissociées. Selon cette jurisprudence, le viol implique la pénétration de l'organe sexuel de l'auteur dans celui de la victime (la femme), qui n'y consent pas.

L'intervenant ne voit aucune objection à une extension de cette interprétation jurisprudentielle restrictive, à condition que le législateur précise clairement la qualification (viol ou attentat à la pudeur) des autres faits pénaux (pénétration anale ou orale ou pénétration au moyen d'un objet), surtout si ceux-ci devaient être assortis de peines plus lourdes. La définition retenue par le Sénat ne permet pas de faire cette distinction. Que faut-il en effet entendre par « pénétration à caractère sexuel » ? S'agit-il de toute pénétration du sexe ou dans le sexe ? Ou cette expression vise-t-elle non seulement la pénétration vaginale, mais aussi la pénétration orale et anale, éventuellement à l'aide d'un objet autre que l'organe sexuel ? Des problèmes d'interprétation risquent de se poser principalement dans cette deuxième hypothèse. Le juge doit en effet examiner les mobiles « sexuels » qui ont poussé une personne à accomplir certains actes.

Comment seront par exemple qualifiées les formes sadiques de pénétration anale à l'aide d'un objet autre que l'organe sexuel ? Sur la base de quels critères ces sévices seront-ils éventuellement assimilés à une « pénétration à caractère sexuel » ? Comment fera-t-on la distinction entre l'attouchement et la pénétration autre que sexuelle ? Dans quel cas considérera-t-on qu'il s'agira d'une pénétration orale à l'aide d'un objet

worden in de nieuwe wettelijke omschrijving van het misdrijf verkrachting. Of een welbepaald slachtoffer al dan niet ingestemd heeft met de daad, kan ongetwijfeld aan het soevereine oordeel van de rechter overgelaten worden.

De heer *Gol* heeft principiële bezwaren tegen de tekst, overgezonden door de Senaat. Hij verwijst hierbij naar de standpunten die hij eertijds, in zijn toenmalige hoedanigheid van Minister van Justitie, verdedigd heeft bij de behandeling van onderhavig wetsontwerp in Kamer en Senaat.

Spreker oefent vooreerst scherpe kritiek uit op de bijzonder onnauwkeurige en ruime bepaling van het misdrijf verkrachting in de Senaatstekst (« elke daad van seksuele penetratie, van welke aard en met welk middel ook... »).

Deze vage omschrijving van het strafbaar feit acht hij onverenigbaar met de strikte interpretatie van de strafwet en gevaarlijk voor de rechtszekerheid van de dader en het slachtoffer.

Ingeval de definitie van de Senaat aangenomen wordt, zal het voor de rechter bijzonder moeilijk zijn om verder het onderscheid te maken tussen verkrachting (artikel 375 S.W.) en aanranding van de eerbaarheid (artikel 372-373 S.W.).

Beide begrippen werden in het Strafwetboek van 1867 vermeld en voorzien van een strafmaat, maar niet wettelijk omschreven. In de rechtspraak werden de strafrechtelijke kenmerken van beide begrippen inhoudelijk vastgelegd en duidelijk van elkaar onderscheiden. Op grond hiervan impliceert verkrachting de penetratie van het geslachtsdeel van de dader in het geslachtsdeel van het slachtoffer (de vrouw), die daarin niet toestemt.

Spreker heeft geen bezwaar tegen een verruiming van deze beperkte jurisprudentiële interpretatie, op voorwaarde dat de wetgever duidelijk aangeeft onder welke kwalificatie (verkrachting of aanranding van de eerbaarheid) andere daden (anale of orale penetratie of daden van penetratie met een voorwerp) bestraft zullen worden. Dit lijkt des te meer verantwoord indien zwaardere straffen toepasselijk zouden zijn. De omschrijving in de Senaatstekst laat dit onderscheid niet toe. Wat moet immers verstaan worden onder « seksuele penetratie » ? Betreft het elke penetratie van het geslachtsdeel of in het geslachtsdeel ? Of slaat het begrip niet alleen op de vaginale penetratie maar ook op orale en anale penetratie, desgevallend met behulp van een ander voorwerp dan het geslachtsdeel ? Vooral in deze tweede hypothese dreigen talrijke interpretatieproblemen. De rechter dient immers de « seksuele » beweegredenen, die een persoon hebben aangezet tot bepaalde daden, na te gaan.

Hoe zullen bijvoorbeeld sadistische vormen van anale penetratie met een ander voorwerp dan het geslachtsdeel gekwalificeerd worden ? Op grond van welke criteria zullen deze geweldplegingen eventueel gelijkgesteld worden met « seksuele penetratie » ? Hoe zal het onderscheid gemaakt worden tussen aanraking en andere dan seksuele penetratie ? Waar wordt de grens getrokken voor daden van orale pene-

autre que le sexe ? L'intervenant renvoie à cet égard aux discussions qui ont eu lieu en commission du Sénat à propos des conséquences d'un baiser colombine imposé (rapport du Sénat, doc. n° 306/3, 1981-1982).

Les difficultés d'interprétation évoquées ci-dessus font ressortir la nécessité de disposer d'une définition précise des actes que le législateur entend punir en tant que viol, et surtout des actes autres que la pénétration sexuelle au sens strict.

La Chambre a tenté de répondre à cette nécessité en donnant une définition médico-biologique très précise du viol.

Cette définition, qui pourrait éventuellement être complétée et affinée, a le mérite d'être claire et est dès lors de loin préférable à la définition vague et arbitraire donnée par le Sénat.

L'intervenant met ensuite en garde contre le déséquilibre que risque de présenter la réforme des dispositions légales en matière de viol. Il faut en tout cas éviter que la nouvelle loi ne fasse de la relation « victime-coupable » une relation « victime-maître », comme cela a été le cas en France lors de la récente modification de la loi. Il préconise dès lors de ne pas considérer la « surprise », la « ruse » ou l'« abus d'autorité » comme des circonstances permettant de présumer l'absence de consentement, ce afin de ne pas ouvrir la porte aux accusations à la légère, aux abus, aux vengeances à l'endroit de personnes exerçant une autorité, etc. La charge de la preuve qui incombe au présumé coupable risque en outre d'être disproportionnée, chose inacceptable à notre époque de libéralisation sexuelle très étendue.

M. Derycke déduit des discussions qui ont eu lieu que la Chambre et le Sénat ont des points de vue très différents quant à la façon de réprimer plus efficacement le viol. La Chambre opte pour une approche médico-technique tandis que le Sénat préfère une définition plus générale, philosophique et subjective.

Les deux points de vue sont défendables mais difficilement conciliables.

L'intervenant préfère personnellement la définition précise donnée par la Chambre à la jurisprudence prétorienne qui pourrait se développer sur la base du texte du Sénat en ce qui concerne la notion de « pénétration à caractère sexuel ».

Souhaitant en terminer rapidement avec l'examen du projet de loi, l'intervenant plaide en faveur d'une concertation entre la commission de la Justice de la Chambre et celle du Sénat, concertation qui devrait permettre de concilier les deux points de vue.

Après un bref échange de vues, la Commission marque son accord sur cette proposition.

*
* *

Au cours de la réunion commune d'une délégation des commissions de la Justice de la Chambre et du Sénat, qui a eu lieu le 7 mars 1989, la majorité des

tratie met een ander voorwerp dan het geslachtsdeel ? Spreker herinnert terzake aan de discussies in de Senaatscommissie betreffende de gevolgen van een opgedrongen tongkus (verslag Senaat, n° 306/3, 1981-1982).

Uit bovenstaande interpretatiemoeilijkheden blijkt de behoefte aan een duidelijke omschrijving van welke daden de wetgever als verkrachting wil bestraffen, zeker voor wat de daden andere dan de « seksuele » penetratie stricto sensu betreft.

De Kamer heeft hiertoe een poging ondernomen met haar zeer precieze, medisch-biologische omschrijving van de daad verkrachting.

Deze definitie kan desgevallend verfijnd of aangevuld worden maar verdient, op grond van haar duidelijkheid, ruimschoots de voorrang op de vage, arbitraire definitie van de Senaat.

Voorts waarschuwt spreker voor een onevenwichtige hervorming van de wetbepalingen inzake verkrachting. Hierbij moet in elk geval vermeden worden dat de nieuwe wet van het « slachtoffer-schuldige » een « slachtoffer-meester » maakt, zoals dit in Frankrijk gebeurde bij de recente wetwijziging. Hij pleit daartoe voor de schrapping van begrippen zoals de « overrompeling », de « list » of « het misbruik van gezag », als omstandigheden die een vermoeden van afwezigheid van toestemming met zich mee brengen. Bij ontstentenis hieraan wordt de deur wijd opengesteld voor lichtzinnige beschuldigingen, misbruiken, wraakacties tegenover een persoon die gezag uitoefent, enz... Tevens bestaat het gevaar voor een onevenredige bewijslast in hoofde van de vermeende dader, hetgeen zeker in de huidige tijd van verregaande seksuele liberalisering onaanvaardbaar lijkt.

De heer Derycke leidt uit voorgaande discussies af dat Kamer en Senaat er zeer verschillende meningen op nahouden over de wijze waarop verkrachting efficiënter kan bestreden worden. De Kamer opteert voor een medisch-technische benadering, de Senaat verkiest een meer algemene, filosofische, subjectieve omschrijving. Beide standpunten lijken verdedigbaar maar moeilijk verzoenbaar.

Persoonlijk verkiest hij de precieze definitie van de Kamer boven de praetoriaanse rechtspraak die de Senaatstekst mogelijk zou maken inzake het begrip « seksuele penetratie ».

Met het oog op een spoedige afhandeling van het wetsontwerp pleit hij voor een gemeenschappelijk overleg tussen de respectievelijke Commissies voor de Justitie van Kamer en Senaat, waarbij een compromis zou nagestreefd worden tussen beide opvattingen.

Na een korte gedachtenwisseling betuigt de Commissie haar instemming met dit voorstel.

*
* *

Tijdens het gemeenschappelijk overleg van een delegatie van de Commissies voor de Justitie van Kamer en Senaat op 7 maart 1989, werd onder de meer-

membres présents sont arrivés à un compromis sur les points suivants :

3.1. Définition du crime

Les commissions réunies ont reconnu, après une brève discussion, la nécessité d'étendre la définition légale du crime de viol. Cette nouvelle définition doit permettre de réprimer plus efficacement ce crime. Elle ne peut toutefois donner lieu à une interprétation trop extensive du viol, ce qui serait contraire au principe de la stricte interprétation de la loi pénale et compromettrait la sécurité juridique. Après un long échange de vues, la majorité des membres de la commission mixte se prononce en faveur de la définition du Sénat (« Tout acte de pénétration à caractère sexuel, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit ... »). Le texte néerlandais de la définition du Sénat correspond au texte de l'article 332 du Code pénal français (« Tout acte de pénétration sexuelle ... »).

Plusieurs membres estiment qu'il conviendrait dès lors de mettre le texte français de l'article 1^{er}, premier alinéa, de la définition du Sénat (« Tout acte de pénétration à caractère sexuel ... ») en concordance avec le texte néerlandais et avec l'article 332 du Code pénal français.

La définition du Sénat ainsi modifiée offre de nombreuses possibilités de poursuivre le crime de viol sous toutes ses formes. Contrairement à la définition de la Chambre, elle permet en effet aussi de poursuivre les actes de pénétration anale ou orale commis à l'aide d'un objet autre que l'organe génital.

Un autre avantage réside dans le pouvoir d'appréciation dont dispose le juge pour tenir compte de l'évolution des normes en matière de comportements sexuels pour l'application des dispositions relatives au viol. Ce pouvoir d'appréciation n'implique toutefois pas que le juge puisse étendre librement la notion de viol telle que l'a définie le Sénat. L'application de ce texte suppose en effet le respect d'un certain nombre de règles d'interprétation strictes :

a) Le critère de la « pénétration »

Ce critère permet d'éviter que de simples attouchements ou des comportements analogues soient considérés comme « viol ». Il ne peut y avoir de viol en l'absence de pénétration (par le sexe ou par un autre objet).

b) Il doit s'agir d'une pénétration « sexuelle ». Cette condition limite le risque d'une interprétation trop extensive. Des actes de pénétration dépourvus de cette dominante sexuelle ne pourront être qualifiés de viol.

La présence de cet élément « sexuel » s'apprécie tant en fonction d'une donnée objective (à savoir les normes ayant cours en matière de comportements sexuels) que sur la base d'un facteur subjectif (la motivation sexuelle dans le chef de l'auteur). Il faut que ces deux aspects soient réunis. Si cette condition

derheid van de aanwezige leden een compromis bereikt over volgende punten :

3.1. Omschrijving van het misdrijf

In de schoot van de gemengde Commissies is er nauwelijks discussie over de opportuniteit van een verruimde, wettelijke definitie van het misdrijf verkrachting. Deze hervorming moet een meer efficiënte bestrijding van het misdrijf mogelijk maken. Zulks mag echter niet leiden tot een overdreven extensieve interpretatie van het begrip verkrachting, die het beginsel van de strikte interpretatie van de strafwet miskent en de rechtszekerheid aantast. Na een uitgebreide gedachtenwisseling, spreekt de meerderheid van de leden van de gemengde Commissie zijn voorkeur uit voor de Senaatsdefinitie (« elke daad van seksuele penetratie van welke aard en met welk middel ook ... »). De Nederlandstalige tekst van de Senaatsdefinitie stemt overeen met de tekst van artikel 332 van het Franse strafwetboek betreffende het misdrijf verkrachting (« tout acte de pénétration sexuelle ... »).

Meerdere leden achten het dan ook opportuun om de afwijkende Franstalige tekst van artikel 1, eerste lid, van de Senaatsdefinitie (« tout acte de pénétration à caractère sexuel... ») in overeenstemming te brengen met de Nederlandstalige tekst en met artikel 332 van het Franse strafwetboek.

De aldus aangepaste Senaatsdefinitie biedt ruime mogelijkheden tot vervolging van het misdrijf verkrachting, in al zijn verschijningsvormen. In tegenstelling tot de Kamerdefinitie, laat zij immers ook de vervolging toe van anale of orale penetratie met behulp van een ander voorwerp dan het geslachtsdeel.

Een ander voordeel is het appreciatierecht waarover de rechter beschikt om bij de toepassing van de bepalingen inzake verkrachting rekening te houden met de evolutie van de seksuele gedragsnormen. Dit appreciatierecht impliceert echter niet dat de rechter het begrip verkrachting, zoals omschreven in de Senaatsdefinitie, zonder meer kan uitbreiden. Bij de toepassing van deze tekst, kunnen bepaalde strikte interpretatieregels immers niet uit het oog worden verloren :

a) Het criterium van de « penetratie ».

Op grond hiervan kan worden vermeden dat louter aanrakingen of aanverwante gedragingen, als « verkrachting » worden beschouwd. Er kan van verkrachting geen sprake zijn tenzij er penetratie is (met het geslachtsdeel of met een ander voorwerp).

b) Het moet gaan om een « seksuele » penetratie.

Deze voorwaarde beperkt het gevaar voor een te extensieve interpretatie. Daden van penetratie, waarbij deze seksuele hoofdtoon ontbreekt, zullen niet als verkrachting kunnen worden aangemerkt.

De aanwezigheid van deze « seksuele » component refereert zowel naar een objectief gegeven (namelijk de gangbare seksuele gedragsnormen) als naar een subjectieve factor (het seksuele opzet in hoofde van de dader). Beide aspecten moeten aanwezig zijn. Indien deze voorwaarde vervuld is, wordt onder « seksuele »

est remplie, on entend par pénétration « sexuelle » non seulement la pénétration du ou dans le sexe, mais aussi, le cas échéant, la pénétration au moyen d'autres objets.

c) Dès qu'il y a « pénétration sexuelle », telle qu'elle est définie ci-dessus, la localisation de cette pénétration n'a plus aucune importance. Le viol peut consister tant en une pénétration vaginale qu'en une pénétration anale ou orale.

d) En cas de « pénétration sexuelle », il n'est plus non plus fait de distinction entre la pénétration du sexe et celle d'un autre objet. En conséquence, les nouvelles dispositions en matière de viol pourront également s'appliquer à des actes de « pénétration sexuelle » commis par un auteur du sexe féminin sur une victime du sexe masculin.

3.2. Consentement

L'absence de consentement dans le chef de la victime est un élément constitutif fondamental du crime de viol. Il figure dès lors sans équivoque dans la nouvelle définition légale du viol (article 1^{er}, premier alinéa). Nombreux sont cependant les membres qui s'interrogent quant à l'opportunité de l'énumération non-limitative (article 1^{er}, deuxième alinéa) de certaines circonstances telles que « la surprise », « la ruse » ou « l'abus d'autorité », qui laissent présumer l'absence de consentement. La majorité des membres présents s'accordent à cet égard sur les modifications suivantes :

a) La notion de « surprise » est supprimée de l'article 1^{er}, deuxième alinéa. La majorité des membres estime que ce critère vague donnerait lieu à une jurisprudence particulièrement extensive en ce qui concerne l'absence de consentement et qu'il pourrait dès lors devenir quasiment impossible pour l'auteur présumé d'apporter la preuve contraire.

b) La notion de « ruse » est par contre maintenue, étant donné qu'elle figure déjà dans le libellé actuel de l'article 375 du Code pénal et que la pratique montre que les actes de « pénétration sexuelle » sont souvent imposés par la ruse. Il est cependant souligné à cet égard que le « dolus bonus » n'entre pas en ligne de compte. La notion de ruse implique en effet une « machination » (consistant par exemple à faire absorber une drogue ou de l'alcool à la victime). Une interprétation stricte s'impose donc en l'occurrence.

c) La notion « d'abus d'autorité » ne sera pas considérée comme un élément constitutif du crime de viol mais comme une circonstance aggravante. L'article 377 du Code pénal sera adapté en ce sens.

3.3. Viol entre époux

Le texte de la Chambre prévoyait que la poursuite ou la condamnation d'un viol entre époux ne devait

penetratie niet alleen de penetratie met of in het geslachtsdeel bedoeld, maar desgevallend ook de penetratie met andere voorwerpen.

c) Van zodra er sprake is van « seksuele penetratie », zoals hierboven omschreven, speelt de lokalisatie van de penetratie niet langer een rol. Verkrachting kan zowel geschieden door vaginale als door anale of orale penetratie.

d) In geval van « seksuele penetratie » wordt ook niet langer een onderscheid gemaakt tussen de penetratie van het geslachtsdeel of van een ander voorwerp. Op grond hiervan kan de nieuwe bepaling inzake verkrachting eveneens toepassing vinden op daden van « seksuele penetratie » gepleegd door een dader van het vrouwelijke geslacht op een slachtoffer van het mannelijke geslacht.

3.2. Toestemming

De afwezigheid van toestemming in hoofde van het slachtoffer is een fundamenteel constitutief bestanddeel van het misdrijf verkrachting. Het wordt derhalve ondubbelzinnig vermeld in de nieuwe wettelijke omschrijving van het misdrijf (art. 1, eerste lid). Er rijzen echter talrijke kritische vragen bij de opportuniteit van de niet-limitatieve opsomming (art. 1, tweede lid) van bepaalde omstandigheden zoals « overrompeling », « list » of « misbruik van gezag », die de afwezigheid van toestemming laten vermoeden. Dienaangaande stemt een meerderheid van de aanwezige leden in met volgende afspraken :

a) Het begrip « overrompeling » wordt geschrapt uit art. 1, tweede lid. Een meerderheid van de leden is immers de mening toegedaan dat dit vage criterium aanleiding zou geven tot een bijzonder extensieve rechtspraak inzake afwezigheid van toestemming. Het zou voor de vermeende dader een schier onmogelijke opdracht kunnen zijn om het bewijs van het tegendeel te leveren.

b) Het begrip « list » wordt daarentegen behouden, aangezien het begrip reeds voorkomt in de huidige tekst van art. 375 S.W. en uit de praktijk vaak blijkt dat daden van « seksuele penetratie » opgedrongen worden door gebruik van list. Hierbij wordt evenwel met klem benadrukt dat de « dolus bonus » niet in aanmerking komt. Het begrip list impliceert immers een « machinatie » (bijvoorbeeld door toediening van verdovende middelen of alcohol). Terzake is een strikte interpretatie vereist.

c) Het begrip « misbruik van gezag » zal niet worden beschouwd als een constitutief bestanddeel van het misdrijf verkrachting maar als een verzwarende omstandigheid. Hiertoe zal art. 377 S.W. worden aangepast.

3.3. Verkrachting onder echtgenoten

Overeenkomstig de tekst van de Kamer is een vervolging of een veroordeling van verkrachting onder

être possible que sur plainte de la victime. La Commission de la Justice a par contre estimé que pareille plainte était superflue. La Commission mixte n'a pas approfondi ce point litigieux. La Commission de la Justice du Sénat ne se formalisera cependant pas de la solution que la Chambre retiendra finalement.

echtgenoten slechts mogelijk op klacht van de echtgenoot die er het slachtoffer van werd. De Commissie voor de Justitie oordeelde daarentegen dat een dergelijke klacht overbodig was. De gemengde Commissie heeft dit geschilpunt niet uitgediept. De Commissie voor de Justitie van de Senaat zal echter geen principezaak maken van de oplossing die de Kamer uiteindelijk weerhoudt.

DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er}

Un amendement de Mme Merckx-Van Goey (n° 24, Doc. 702/3) consiste, d'une part, à substituer dans le texte français de la définition du Sénat les termes « tout acte de pénétration sexuelle » aux termes « tout acte de pénétration à caractère sexuel » et, d'autre part, à modifier l'alinéa 2 relatif à l'absence de consentement en supprimant les mots « surprise et l'abus d'autorité » et en remplaçant les termes « menaces graves » par la notion plus étendue de « contrainte ».

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice se dit favorable à cet amendement qui rencontre l'objectif poursuivi d'une plus large définition du viol et permettra sans doute un vote positif au Sénat.

M. Defraigne s'interroge sur la formulation de l'alinéa 2 de l'article 1^{er} selon lequel « Il n'y a pas consentement notamment lorsque l'acte a été rendu possible en raison de l'état mental ou physique de la victime. Cette formulation est contradictoire : A la limite, le texte pourrait être interprété comme signifiant qu'il n'y a pas consentement si l'état mental de la personne lui permettait de consentir. Ne serait-il pas préférable de dire « en raison de l'état mental ou physique déficient de la victime » ?

Pour *M. Derycke*, le texte actuel peut être maintenu. Il laisse au tribunal un pouvoir d'appréciation sur l'état mental ou physique, pouvoir d'appréciation qui est restreint si on ajoute le terme « déficient ».

Mme Onkelinx fait observer qu'en droit français, la déficience physique ou mentale constitue une circonstance aggravante de l'infraction.

Ne pourrait-on pas supprimer l'alinéa 2 qui comprend simplement une énumération non limitative des cas d'absence de consentement qui est elle-même une notion de droit civil ?

En revanche, pour *Mme Merckx-Van Goey*, l'alinéa 2 a toute son importance car il fournit certains éléments de preuve de l'absence de consentement, éléments qui ont déjà reçu une interprétation jurisprudentielle et qui permettent dès lors de sanctionner effectivement le crime de viol.

M. Mayeur souligne que le texte actuel de l'article 375 du Code pénal est plus précis puisqu'il fait référence à « l'altération de ses facultés ».

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice suggère de se rallier à la proposition de *M. Defraigne* qui ajoute l'adjectif déficient après les mots « état mental ou physique ». Cette déficience qui porte sur l'état physique ou sur l'état mental peut être temporaire ou définitive.

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Een amendement van Mevr. Merckx-Van Goey (n° 24, Stuk 702/3) wil enerzijds in de Franse tekst van de omschrijving van de Senaat de woorden « tout acte de pénétration à caractère sexuel » vervangen door de woorden « tout acte de pénétration sexuelle », en anderzijds het lid betreffende het ontbreken van enige toestemming wijzigen door de woorden « ernstige bedreiging » te vervangen door het ruimere begrip « dwang » en de woorden « overrompeling en misbruik van gezag » weg te laten.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie stemt in met dit amendement omdat het strookt met de bedoeling om de omschrijving van het begrip « verkrachting » te verruimen, en omdat het ongetwijfeld door de Senaat zal worden goedgekeurd.

De heer Defraigne heeft vragen bij de formulering van het tweede lid van artikel 1, luidens hetwelk « toestemming er met name niet is wanneer de daad ... mogelijk is gemaakt door de geestelijke of lichamelijke toestand van het slachtoffer ». Deze formulering is tegenstrijdig. In het uiterste geval zou men ze zo kunnen interpreteren dat er geen toestemming is wanneer de persoon wegens zijn geestelijke toestand niet kan toestemmen. Ware het niet verkieslijk hier te stellen « door de verminderde geestelijke of lichamelijke weerbaarheid van het slachtoffer » ?

Voor *de heer Derycke* mag de huidige tekst gehandhaafd blijven. Die laat de rechtbank de bevoegdheid om over de geestelijke of lichamelijke toestand van het slachtoffer te oordelen. Die bevoegdheid wordt ingekort indien men « toestand » gaat vervangen door « verminderde weerbaarheid ».

Mevrouw Onkelinx merkt op dat de verminderde geestelijke of lichamelijke weerbaarheid van het slachtoffer in het Franse recht een verzwarende omstandigheid voor het misdrijf vormt.

Zou men het tweede lid niet kunnen weglaten ? Het bevat immers niet meer dan een niet-limitatieve opsomming van de gevallen waarin toestemming ontbreekt. Toestemming is op zichzelf een burgerrechtelijk begrip.

Mevrouw Merckx-Van Goey vindt daarentegen dat het tweede lid belangrijk is, want het levert bepaald bewijsmateriaal over het ontbreken van de toestemming. Dat bewijsmateriaal is al door de rechtspraak geïnterpreteerd, zodat het misdrijf verkrachting daadwerkelijk bestraft kan worden.

De heer Mayeur onderstreept dat de huidige tekst van artikel 375 van het Strafwetboek preciezer is omdat hij verwijst naar de « krenking van zijn vermogens ».

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie stelt voor het te houden bij het voorstel van de heer Defraigne en het woord « toestand » te vervangen door de woorden « verminderde weerbaarheid ». Dat slaat op de lichamelijke of op de geestelijke toestand en kan van voorbijgaande of van blijvende aard zijn.

Pour *M. Derycke*, cet ajout n'est pas indispensable en néerlandais. Avec Mme Merckx-Van Goey, il se demande s'il ne serait pas préférable de reprendre la terminologie utilisée à l'article 3 alinéa 4, à savoir, une infirmité ou une déficience physique ou mentale. La Commission se rallie à cette proposition étant entendu que cette expression doit viser une infirmité ou déficience physique ou mentale définitive mais également temporaire résultant par exemple de l'absorption d'un médicament, d'alcool ou de drogue.

L'article 1^{er}, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité.

Art. 2

Le texte de l'article 2 doit d'abord être adapté suite à la modification de l'article 1^{er}. Les termes « à caractère sexuel » doivent être remplacés par « sexuelle ».

Ainsi rédigé, l'article 2 suscite encore une confusion dans la mesure où il se réfère à la définition du viol énoncée à l'article 1^{er} qui comprend la condition d'absence de consentement. Or, cette condition ne peut être exigée lorsqu'il s'agit d'un viol commis sur un enfant. Il convient, dès lors, de remplacer les termes « tel que défini à l'alinéa 1^{er} » par les termes « de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit ».

L'article 2, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité.

Cependant, étant donné que cette disposition modifie, comme l'article 1^{er}, l'article 375 du Code pénal elle doit, d'un point de vue légistique, être ajoutée à l'article 1^{er}.

Art. 3

Un amendement du Gouvernement (n° 4, Doc. 242/3 (1985-1986)) vise à corriger une erreur technique à l'alinéa 3 en ajoutant l'attentat à la pudeur après le viol comme aux autres alinéas de cet article.

L'article 3, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité.

Art. 3bis

Un amendement de Mme Merckx-Van Goey (n° 25, Doc. 702/3) vise à modifier l'article 377 du Code pénal, pour préciser que constitue, pour l'auteur du crime de viol, une circonstance aggravante le fait d'abuser de l'autorité que lui confèrent ses fonctions.

Le Président se demande s'il ne conviendrait pas de moderniser en même temps la terminologie de l'article 377, en supprimant les mots « instituteur » et « serviteur à gages ».

Voor *de heer Derycke* hoeft die wijziging niet noodzakelijk in de Nederlandse tekst te worden aangebracht. Zoals mevrouw Merckx-Van Goey vraagt hij zich af of het niet verkieslijk zou zijn de terminologie over te nemen van artikel 3, vierde lid, en met name « een lichamelijk of een geestelijk gebrek of onvolwaardigheid ». De Commissie is het met dat voorstel eens, met dien verstande dat die uitdrukking niet alleen dient te slaan op een definitief, doch ook op een tijdelijk « lichamelijk of geestelijk gebrek of onvolwaardigheid » als gevolg van, bijvoorbeeld, het gebruiken van een geneesmiddel, van alcohol of van drugs.

Het aldus geamendeerde artikel 1 wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

De tekst van artikel 2 moet eerst worden aangepast ingevolge de vervanging van de woorden « à caractère sexuel » door het woord « sexuelle » in de Franse tekst van artikel 1.

In die vorm blijft artikel 2 nog verwarrend omdat het verwijst naar de in artikel 1 gegeven omschrijving van verkrachting, met de erin vervatte voorwaarde dat er geen toestemming is geweest. Die voorwaarde kan evenwel niet gesteld worden wanneer het gaat om verkrachting van een kind. De woorden « zoals bepaald in het eerste lid, die gepleegd wordt op » zouden derhalve moeten vervangen worden door de woorden « van welke aard en met welk middel ook, gepleegd op ».

Het aldus geamendeerde artikel 2 wordt eenparig aangenomen.

Aangezien die bepaling, zoals artikel 1, artikel 375 van het Strafwetboek wijzigt, moet ze evenwel om wetgevingstechnische redenen aan artikel 1 worden toegevoegd.

Art. 3

Een amendement van de Regering (n° 4, Stuk 242/3 (1985-1986)) wil een technische vergissing in het derde lid wegwerken door de aanranding van de eerbaarheid toe te voegen na de verkrachting, zoals in de overige leden van dit artikel.

Het aldus geamendeerde artikel 3 wordt eenparig aangenomen.

Art. 3bis

Een amendement van Mevr. Merckx-Van Goey (n° 25, Stuk 702/3) wil artikel 377 van het Strafwetboek wijzigen om « misbruik van het gezag dat zijn functie hem verleent », voor de dader van een verkrachting als een verzwarende omstandigheid in te bouwen.

De Voorzitter vraagt zich af of men niet tegelijkertijd de terminologie van artikel 377 zou moeten moderniseren en de woorden « onderwijzer » en « loondienaar » weglaten.

Dans le même sens, *MM. Mayeur et Derycke* estiment que l'énumération figurant à l'article 377 est désuète et dangereuse parce que non exhaustive. Il est préférable de faire référence à la notion générale d'abus d'autorité. *M. Mayeur* se demande d'ailleurs pourquoi dans l'amendement de *Mme Merckx-Van Goey*, seuls les termes « ministre d'un culte ou fonctionnaire public » ont été supprimés.

M. Defraigne pose la question de savoir si la notion de serviteur à gages ne doit pas être maintenue. Profiter du fait d'être dans la maison ne doit-il pas constituer une circonstance aggravante ? Le domestique qui viole la patronne le jour où elle a pris des médicaments ou le jardinier qui viole la fille de ses patrons ne doivent-ils pas être punis plus sévèrement ?

Pour viser cette hypothèse, le *Président* propose de retenir une formule très générale reprise du Code pénal français à savoir « le fait d'abuser des facilités que lui confèrent ses fonctions ».

Le *Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice* marque son accord sur cette formulation. Il se demande toutefois s'il ne faudrait pas également viser le cas de celui qui est proche d'une personne qui a autorité sur la victime telle que le mari de l'institutrice. Cette hypothèse était déjà très partiellement visée par l'article 377, où il était question du serviteur à gages d'un ascendant ou d'un instituteur. Ne devrait-on pas utiliser la formule suivante : celui qui tire profit de l'autorité d'un tiers ?

La Commission estime qu'une telle hypothèse risque d'être trop large.

Une autre question qui se pose est celle de savoir s'il faut maintenir l'hypothèse particulière du médecin, chirurgien, accoucheur ou officier de santé. Ne rentre-t-elle pas dans la catégorie générale de ceux qui « abusent de l'autorité que leur confèrent leurs fonctions » ?

Le *Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice* estime que c'est plus en raison des circonstances dont il profite que de l'autorité dont il dispose que le médecin qui commet un viol doit être plus sévèrement sanctionné.

Il y a toujours une présomption que ce que le médecin veut est guidé par de bonnes intentions.

M. Defraigne souligne toutefois que tout médecin qui rencontre un enfant ne doit pas faire l'objet de circonstances aggravantes. Il convient de maintenir la condition selon laquelle l'enfant a été confié à ses soins.

M. Mundeeler demande si le fait pour le mari de violer sa femme constitue une circonstance aggravante.

Il lui est répondu par la négative.

Suite à ces discussions, il est proposé de modifier l'alinéa 1^{er} de l'article 377 de la manière suivante :

In dezelfde zin zijn *de heren Mayeur en Derycke* van mening dat de opsomming in artikel 377 achterhaald en gevaarlijk is omdat ze niet volledig is. Het verdient de voorkeur te verwijzen naar het algemene begrip misbruik van gezag. Overigens vraagt de heer *Mayeur* zich af waarom in het amendement van *Mevr. Merckx-Van Goey* alleen de woorden « als bedienaar van een eredienst of als openbaar ambtenaar » werden weggelaten.

De heer Defraigne vraagt zich af of het begrip loondienaar niet hoeft gehandhaafd te worden. Betekent misbruik maken van het feit dat men in het huis tewerkgesteld is, dan geen verzwarende omstandigheid ? Een huisbediende die de vrouw des huizes verkracht wanneer zij juist geneesmiddelen tot zich heeft genomen, of de tuinman die de dochter van zijn werkgevers verkracht, hoeven die niet strenger gestraft te worden ?

Om ook die mogelijkheid op te nemen stelt *de Voorzitter* een zeer algemene formulering voor die uit het Franse Strafwetboek is overgenomen, met name « het feit misbruik te hebben gemaakt van het gezag dat zijn functie hem verleent ».

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie stemt met die redactie in. Toch vraagt hij zich af of men ook niet het geval zou moeten opnemen van de persoon die verwant of bevriend is met een persoon die gezag over het slachtoffer uitoefent, zoals de echtgenoot van een onderwijzeres. Die mogelijkheid werd reeds zeer zijdelings bedoeld in artikel 377 waar er sprake was van de loondienaar van een bloedverwant in de opgaande lijn of van een onderwijzer. Zou men niet de volgende formulering moeten gebruiken : « degene die misbruik maakt van het gezag van een derde » ?

De Commissie vindt dat die onderstelling te ruim zou kunnen blijken.

Ook rijst de vraag of het bijzondere geval van de geneesheer, heilkundige, verloskundige of officier van gezondheid moet gehandhaafd blijven. Valt dat niet onder de algemene categorie van degenen die « misbruik maken van het gezag dat hun functies hun verlenen » ?

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie vindt dat een geneesheer die een verkrachting pleegt, strenger gestraft verdient te worden omdat hij misbruik maakt van de gelegenheid, en niet zozeer van het gezag waarover hij beschikt.

Er is immers steeds een vermoeden dat een geneesheer zich door goede bedoelingen laat leiden.

De heer Defraigne onderstreept zijnerzijds dat elke geneesheer die een kind ontmoet, niet noodzakelijk verzwarende omstandigheden tegen zich hoeft te krijgen. De voorwaarde dat het kind hem ter verzorging was toevertrouwd, moet bijgevolg worden gehandhaafd.

De heer Mundeeler vraagt of verkrachting van een vrouw door haar echtgenoot voor deze laatste als een verzwarende omstandigheid geldt.

Het antwoord luidt ontkennend.

Na die discussie wordt voorgesteld het eerste lid van artikel 377 als volgt te wijzigen :

« Si le coupable est l'ascendant de la victime; s'il est de ceux qui ont autorité sur elle; s'il a abusé de l'autorité ou des facilités que lui confèrent ses fonctions; s'il est médecin, chirurgien, accoucheur ou officier de santé et que l'enfant fut confié à ses soins; ou si, dans le cas des articles 373, 375 et 376, le coupable, quel qu'il soit, a été aidé, dans l'exécution du crime ou du délit, par une ou plusieurs personnes, les peines seront fixées comme suit : »

Un amendement du Gouvernement (n° 22, Doc. 702/2) vise également par l'insertion d'un article 3bis nouveau à adapter, aux alinéas 4 et 6 de l'article 377, les références suite aux modifications apportées aux articles qui y sont visés.

L'article 3bis nouveau est adopté à l'unanimité.

Art. 4

Un amendement du Gouvernement (n° 5, Doc. 242/3 (1985-1986) vise à compléter l'article 378bis (nouveau) par les sanctions du non respect de cette disposition.

L'article 4, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité.

Art. 5

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice propose de supprimer cet article qui consiste à inscrire dans le Code pénal (art. 378ter) la possibilité pour les parties de demander le huis clos (amendement n° 23, Doc. 702/2). Une telle disposition doit plutôt trouver sa place dans le Code d'instruction criminelle (art. 6bis et 6ter, amendements n°s 19 et 20, Doc. 702/2).

L'amendement n° 23 (suppression de l'article 5) est adopté à l'unanimité.

Art. 6

Un amendement du Gouvernement (n° 21, Doc. 702/2) vise à supprimer cet article. En effet, une disposition prévoyant que le médecin peut, avec l'accord de la victime, porter ses constatations à la connaissance du Procureur du Roi est superfétatoire.

L'amendement n° 21 est adopté à l'unanimité.

Art. 6bis et 6ter

Les amendements n°s 19 et 20 du Gouvernement (Doc. 702/2) visent à insérer dans le projet un article 6bis pour introduire la possibilité pour l'une des parties de demander le huis clos dans le Code d'instruction criminelle plutôt que dans le Code pénal (voir amendement n° 23) et un article 6ter pour préciser que cette possibilité vaut également pour les cours d'assises.

« Is de schuldige een bloedverwant in de opgaande lijn van het slachtoffer; behoort hij tot diegenen die over het slachtoffer gezag hebben; heeft hij misbruik gemaakt van het gezag of van de faciliteiten die zijn functie hem verlenen; is hij een geneesheer, heilkundige, verloskundige of officier van gezondheid aan wie het kind ter verzorging was toevertrouwd, of is de schuldige, wie hij ook zij, in de gevallen van de artikelen 373, 375 en 376, door een of meer personen geholpen in de uitvoering van de misdaad of van het wanbedrijf, dan worden de straffen bepaald als volgt : »

Een amendement van de Regering (n° 22, Stuk 702/2) wil eveneens via de invoeging van een artikel 3bis (nieuw) de verwijzingen naar de gewijzigde artikelen aanpassen aan het vierde en het zesde lid van artikel 377.

Artikel 3bis (nieuw) wordt eenparig aangenomen.

Art. 4

Een amendement van de Regering (n° 5, Stuk 242/3, 1985-1986) wil artikel 378bis (nieuw) aanvullen met straffen op de overtreding van dit artikel.

Het aldus geamendeerde artikel 4 wordt eenparig aangenomen.

Art. 5

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie stelt voor dit artikel weg te laten. Het wil met name in artikel 378ter van het Strafwetboek voor de partijen de mogelijkheid opnemen om de behandeling van de zaak met gesloten deuren te vragen (amendement n° 23, Stuk 702/2). Een dergelijke bepaling is meer op haar plaats in het Wetboek van Strafvordering (art. 6bis en 6ter, amendementen n°s 19 en 20, Stuk 702/2).

Amendement n° 23 (weglating van artikel 5) wordt eenparig aangenomen.

Art. 6

Een amendement van de Regering (n° 21, Stuk 702/2) beoogt dit artikel weg te laten. Een bepaling op grond waarvan een geneesheer met toestemming van het slachtoffer zijn vaststellingen ter kennis van de procureur des Konings kan brengen, is immers overbodig.

Amendement n° 21 wordt eenparig aangenomen.

Art. 6bis et 6ter

De amendementen n°s 19 en 20 van de Regering (Stuk 702/2) willen in het ontwerp een artikel 6bis invoegen om in het Wetboek van Strafvordering in plaats van het Strafwetboek (zie amendement n° 23) de partijen de mogelijkheid te bieden te vragen dat de zaak met gesloten deuren wordt behandeld, en een artikel 6ter om te preciseren dat die mogelijkheid eveneens geldt voor het hof van assisen.

M. Defraigne estime nécessaire de préciser que la victime, qui peut très bien ne pas être partie, peut également demander le huis clos. Tel qu'il est rédigé, le texte est d'ailleurs dans une certaine mesure surabondant car une partie peut toujours demander le huis clos.

La commission se rallie à cette proposition.

M. Defraigne se demande également s'il ne faudrait pas préciser que le huis clos peut être prononcé dans l'intérêt de la protection de la vie privée.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice partage ce point de vue. Le but des articles 6bis et 6ter est d'élargir les possibilités constitutionnelles de huis clos (à savoir le danger que représenterait la publicité pour l'ordre et les bonnes mœurs) en vue de tenir compte également de la protection de la vie privée. L'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme mentionne d'ailleurs expressément que le huis clos peut être prononcé lorsque la protection de la vie privée des parties au procès l'exige.

Mme Merckx-Van Goey et *M. Derycke* émettent toutefois une objection de constitutionnalité. En ne mentionnant à l'article 6bis que la possibilité pour le juge de prononcer le huis clos en vue de la protection de la vie privée, ne viole-t-on pas l'article 96 de la Constitution ? Ne serait-il pas dès lors préférable de s'en tenir au texte de l'article 6bis en mentionnant dans les travaux préparatoires qu'outre le danger que représente la publicité pour l'ordre et les bonnes mœurs, le huis clos peut être prononcé dans l'intérêt de la protection de la vie privée.

Le Vice-Premier Ministre estime que dans la mesure où la notion de protection de la vie privée n'est pas comprise dans celle d'ordre et de bonnes mœurs mentionnée à l'article 96 de la Constitution, elle doit être expressément formulée dans la loi. Dans un arrêt du 20 janvier 1966 (Pas. 1966, p. 651) la Cour de cassation a d'ailleurs estimé qu'« il ne peut être fait exception à l'article 96 de la Constitution que si une loi dispose, dans une matière déterminée, que l'audience d'instruction ne sera pas publique ou pourra, à certaines conditions ne pas l'être ».

Pour éviter de créer une restriction par rapport au texte constitutionnel, *M. Derycke* propose dès lors de mentionner à l'article 6bis que « la juridiction de jugement peut ordonner le huis clos à la demande de l'une des parties ou de la victime, notamment en vue de la protection de leur vie privée ».

La Commission estime qu'une telle formulation est conforme à l'article 96 de la Constitution tout en

Volgens *de heer Defraigne* moet worden gepreciseerd dat het slachtoffer, dat niet eens partij hoeft te zijn eveneens kan vragen dat de zaak met gesloten deuren wordt gehandeld. Zoals de tekst nu luidt, is hij overigens enigszins overbodig, want een partij kan altijd vragen dat de zaak met gesloten deuren wordt behandeld.

De Commissie is het met dat voorstel eens.

De heer Defraigne vraagt zich tevens af of niet nader zou moeten worden bepaald dat de behandeling met gesloten deuren kan worden bevolen in het belang van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie deelt die zienswijze. De artikelen 6bis en 6ter hebben tot doel de grondwettelijke mogelijkheden van de behandeling met gesloten deuren (namelijk dat openbaarheid de orde en de goede zeden in gevaar zou kunnen brengen) uit te breiden om eveneens rekening te houden met de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens vermeldt overigens uitdrukkelijk dat de behandeling met gesloten deuren kan worden uitgesproken indien de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de partijen zulks vereist.

Mevrouw Merckx-Van Goey en *de heer Derycke* vinden een bezwaar in de Grondwet. Wordt immers niet artikel 96 van de Grondwet overtreden wanneer in artikel 6bis alleen maar wordt vermeld dat de rechter de mogelijkheid heeft de behandeling met gesloten deuren te bevelen ? Ware het bijgevolg niet verkieslijk het bij de tekst van artikel 6bis te houden en in de parlementaire voorbereiding te vermelden dat de behandeling met gesloten deuren ook kan worden gevraagd ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer en niet alleen wegens het gevaar dat de openbaarheid oplevert voor de orde en de goede zeden ?

Volgens *de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie* valt het begrip persoonlijke levenssfeer niet geheel samen met het begrip orde en goede zeden zoals vermeld in artikel 96 van de Grondwet en moet het daarom uitdrukkelijk in de wet worden opgenomen. In een arrest van 20 januari 1966 (Pas. 1966, blz. 651) heeft het Hof van Cassatie overigens geoordeeld dat alleen een uitzondering op artikel 96 van de Grondwet kan worden gemaakt indien een wet, in een afgebakende materie, bepaalt dat de vergadering waarop de zaak wordt behandeld niet openbaar zal zijn of, onder bepaalde voorwaarden, niet zal kunnen zijn.

Om te voorkomen dat met betrekking tot de tekst van de Grondwet een beperking wordt ingebouwd, stelt *de heer Derycke* derhalve voor in artikel 6bis te vermelden dat « het vonnisgerecht kan bevelen dat de zaak met gesloten deuren wordt behandeld, indien een van de partijen of het slachtoffer het vraagt met name met het oog op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ».

De Commissie is van oordeel dat die formulering aansluit bij artikel 96 van de Grondwet, en er tegelij-

ajoutant une hypothèse prévue par la Convention européenne des droits de l'homme.

Les amendements n^{os} 19 et 20 (visant à insérer des articles 6bis et 6ter) sont adoptés à l'unanimité.

Art. 7

Le Président se demande s'il ne conviendrait pas de reprendre l'amendement de M. Moureaux (n^o 17, Doc. 242/6, 1985-1986) selon lequel dès le premier interrogatoire de la victime présumée, celle-ci est informée qu'elle peut être assistée lors de ses auditions d'un médecin légiste ou d'un médecin de son choix. Cet amendement dispose également que les frais de cette assistance sont compris dans les frais de justice.

M. Defraigne estime que s'il est normal de permettre à un médecin du choix de la victime d'assister à la visite médicale, il est illogique de prévoir la possibilité de sa présence aux auditions alors que l'avocat ne peut y assister. En revanche, dans la mesure où il prévoit que les frais de l'assistance du médecin à la visite médicale doivent être compris dans les frais de justice, cet amendement doit être approuvé. Il est en effet inadmissible que ces frais soient à charge de la victime.

Les autres membres de la Commission considèrent également que le fait de prévoir l'assistance d'un médecin aux auditions est lié à une problématique de la participation des avocats à l'instruction qui devra faire l'objet d'un débat ultérieur. Ils proposent dès lors de se limiter à ajouter à l'article 7 que les honoraires du médecin doivent être pris en compte dans les frais de justice.

M. Defosset souligne que ces frais devront être taxés et qu'il faudra dès lors modifier l'arrêté royal relatif à la tarification.

L'article 7, ainsi amendé, est adopté à l'unanimité.

*
* *

Le président et le rapporteur signalent que le texte du projet, tel qu'amendé, a été soumis au Président de la Commission de la Justice du Sénat qui a fait part de son sentiment que le texte rencontrera sans doute l'accord de la Commission de la Justice du Sénat.

*
* *

Le projet de loi, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,
T. MERCKX-VAN GOEY

Le Président,
J. MOTTARD

kertijd een hypothese aan toevoegt die in het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens is voorzien.

De amendementen 19 en 20 (tot invoeging van de artikelen 6bis en 6ter) worden eenparig aangenomen.

Art. 7

De voorzitter vraagt zich af of het amendement van de heer Moureaux (n^o 17, Stuk 242/6, 1985-1986) niet moet worden overgenomen. Dat stelt met name dat het vermoedelijke slachtoffer reeds bij de eerste ondervraging ervan in kennis wordt gesteld dat het tijdens de ondervraging hetzij door een wetsdokter, hetzij door een geneesheer van zijn keus kan worden bijgestaan. Dat amendement bepaalt tevens dat de kosten van die geneeskundige bijstand in de gerechtskosten zijn begrepen.

De heer Defraigne vindt het normaal dat een door het slachtoffer gekozen geneesheer bij het medisch onderzoek aanwezig is. Het is daarentegen volkomen onlogisch die geneesheer de ondervraging te laten bijwonen, en de advocaat niet. Het amendement bepaalt evenwel dat de geneeskundige bijstand in de gerechtskosten begrepen is, en dat verdient te worden aangenomen. Het is immers onaanvaardbaar dat die kosten ten laste van het slachtoffer vallen.

De overige leden van de commissie zijn eveneens de mening toegedaan dat de aanwezigheid van een dokter bij de ondervraging gekoppeld is aan het probleem van de deelneming van de advocaten aan het onderzoek. Dat zal later worden besproken. Ze stellen derhalve voor het te houden bij een aanvulling van artikel 7, waarin gesteld wordt dat de dokterskosten in de gerechtskosten begrepen zijn.

De heer Defosset onderstreept dat die kosten moeten begroot worden. Het koninklijk besluit inzake tarifiering moet bijgevolg gewijzigd worden.

Het aldus geamendeerd artikel 7 wordt eenparig aangenomen.

*
* *

De Voorzitter en de rapporteur wijzen erop dat de aldus geamendeerde tekst van het ontwerp werd voorgelegd aan de Voorzitter van de Commissie voor de Justitie van de Senaat. Die meent namelijk dat zijn Commissie de nieuwe tekst wellicht zal goedkeuren.

*
* *

Het aldus geamendeerde wetsontwerp wordt eenparig aangenomen.

De Rapporteur,
T. MERCKX-VAN GOEY

De Voorzitter,
J. MOTTARD

TEXTE PROPOSE A LA COMMISSION

Article 1^{er}

L'article 375, premier alinéa, du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

« Tout acte de pénétration à caractère sexuel, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur une personne qui n'y consent pas, constitue le crime de viol.

Il n'y a pas consentement notamment lorsque l'acte a été imposé par des violences, des menaces graves, la surprise, la ruse ou l'abus d'autorité, ou a été rendu possible en raison de l'état mental ou physique de la victime.

Sera puni de la peine de réclusion quiconque aura commis le crime de viol.

La tentative est punissable. »

Art. 2

L'article 375, alinéa 4, du même Code est remplacé par le texte suivant :

« Est réputé viol à l'aide de violences tout acte de pénétration à caractère sexuel, tel que défini à l'alinéa 1^{er}, commis sur la personne d'un enfant qui n'a pas atteint l'âge de quatorze ans accomplis. Dans ce cas, la peine sera les travaux forcés de quinze à vingt ans. »

Art. 3

L'article 376 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Si le viol ou l'attentat à la pudeur a causé la mort de la personne sur laquelle il a été commis, le coupable sera puni des travaux forcés à perpétuité.

Si le viol ou l'attentat à la pudeur a été précédé ou accompagné de tortures corporelles ou de séquestration, le coupable sera puni des travaux forcés de quinze ans à vingt ans.

Si le viol a été commis soit sur une personne particulièrement vulnérable en raison d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale, soit sous la menace d'une

TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

Artikel 1

Artikel 375, eerste lid, van het Strafwetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Verkrachting is elke daad van seksuele penetratie, van welke aard en met welk middel ook, gepleegd op een persoon die daar niet in toestemt.

Toestemming is er met name niet wanneer de daad is opgedrongen door middel van geweld, ernstige bedreiging, overrompeling, list of misbruik van gezag, of mogelijk is gemaakt door de geestelijke of lichamelijke toestand van het slachtoffer.

Met opsluiting wordt gestraft ieder die de misdaad van verkrachting pleegt.

De poging is strafbaar. »

Art. 2

Artikel 375, vierde lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende tekst :

« Als verkrachting met behulp van geweld wordt beschouwd elke daad van seksuele penetratie, zoals bepaald in het eerste lid, die gepleegd wordt op de persoon van een kind dat de volle leeftijd van veertien jaar niet heeft bereikt. In dat geval is de straf dwangarbeid van vijftien tot twintig jaar. »

Art. 3

Artikel 376 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Indien de verkrachting of de aanranding van de eerbaarheid de dood veroorzaakt van de persoon op wie zij is gepleegd, wordt de schuldige gestraft met levenslange dwangarbeid.

Indien de verkrachting of de aanranding van de eerbaarheid is voorafgegaan door of gepaard gegaan met lichamelijke foltering of opsluiting, wordt de schuldige gestraft met dwangarbeid van vijftien jaar tot twintig jaar.

Indien de verkrachting gepleegd is op een persoon die ingevolge zwangerschap, een ziekte dan wel een lichamelijk of een geestelijk gebrek of onvolwaardigheid bijzonder kwetsbaar is, of onder bedreiging

TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

Article 1^{er}

« A l'article 375 du Code pénal sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur une personne qui n'y consent pas, constitue le crime de viol.

Il n'y a pas consentement notamment lorsque l'acte a été imposé par violence, contrainte ou ruse, ou a été rendu possible en raison d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale de la victime.

Quiconque aura commis le crime de viol sera puni de réclusion. »

2° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Est réputé viol à l'aide de violences tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur la personne d'un enfant qui n'a pas atteint l'âge de quatorze ans accomplis. Dans ce cas, la peine sera les travaux forcés de quinze à vingt ans. »

Art. 2

L'article 376 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Si le viol ou l'attentat à la pudeur a causé la mort de la personne sur laquelle il a été commis, le coupable sera puni des travaux forcés à perpétuité.

Si le viol ou l'attentat à la pudeur a été précédé ou accompagné de tortures corporelles ou de séquestration, le coupable sera puni des travaux forcés de quinze à vingt ans.

Si le viol ou l'attentat à la pudeur a été commis soit sur une personne particulièrement vulnérable en raison d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale, soit

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Artikel 1

« In artikel 375 van het Strafwetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt :

« Verkrachting is elke daad van seksuele penetratie, van welke aard en met welk middel ook, gepleegd op een persoon die daar niet in toestemt.

Toestemming is er met name niet wanneer de daad is opgedrongen door middel van geweld, dwang of list of mogelijk is gemaakt door een onvolwaardigheid of een lichamelijk of een geestelijk gebrek van het slachtoffer.

Met opsluiting wordt gestraft ieder die de misdaad van verkrachting pleegt.

2° het vierde lid wordt vervangen door wat volgt :

« Als verkrachting met behulp van geweld wordt beschouwd elke daad van seksuele penetratie, van welke aard en met welk middel ook, die gepleegd wordt op de persoon van een kind dat de volle leeftijd van veertien jaar niet heeft bereikt. In dat geval is de straf dwangarbeid van vijftien tot twintig jaar. »

Art. 2

Artikel 376 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Indien de verkrachting of de aanranding van de eerbaarheid de dood veroorzaakt van de persoon op wie zij is gepleegd, wordt de schuldige gestraft met levenslange dwangarbeid.

Indien de verkrachting of de aanranding van de eerbaarheid is voorafgegaan door of gepaard gegaan met lichamelijke foltering of opsluiting, wordt de schuldige gestraft met dwangarbeid van vijftien tot twintig jaar.

Indien de verkrachting of de aanranding van de eerbaarheid gepleegd is op een persoon die ingevolge zwangerschap, een ziekte dan wel een lichamelijk of een geestelijk gebrek of onvolwaardigheid bijzonder

TEXTE PROPOSE A LA COMMISSION

TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

arme ou d'un objet qui y ressemble, le coupable sera puni des travaux forcés de dix à quinze ans. »

van een wapen of een op een wapen gelijkend voorwerp, wordt de schuldige gestraft met dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar. »

Art. 4

Un article 378*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Article 378*bis*. — La publication et la diffusion par le livre, la presse, la cinématographie, la radiophonie, la télévision ou par quelque autre manière, de textes, de dessins, de photographies ou d'images quelconques de nature à révéler l'identité de la victime d'une infraction visée au chapitre V, titre VII du livre II, sont interdites, sauf si cette dernière a donné son accord écrit ou si le magistrat chargé de l'instruction a donné son accord pour les besoins de l'instruction. »

Art. 4

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 378*bis*, ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 378*bis*. — Publicatie en verspreiding door middel van boeken, pers, film, radio, televisie of op enige andere wijze, van teksten, tekeningen, foto's of enigerlei beelden waaruit de identiteit kan blijken van het slachtoffer van een in hoofdstuk V, titel VII van boek II genoemd misdrijf, zijn verboden, tenzij met schriftelijke toestemming van het slachtoffer of met toestemming, ten bate van het onderzoek, van de met het onderzoek belaste magistraat. »

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

sous la menace d'une arme ou d'un objet qui y ressemble, le coupable sera puni des travaux forcés de dix à quinze ans. »

Art. 3 (nouveau)

A l'article 377 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Si le coupable est l'ascendant de la victime; s'il est de ceux qui ont autorité sur elle; s'il a abusé de l'autorité ou des facilités que lui confèrent ses fonctions; s'il est médecin, chirurgien, accoucheur ou officier de santé et que l'enfant fut confié à ses soins; ou si, dans le cas des articles 373, 375 et 376, le coupable, quel qu'il soit, a été aidé, dans l'exécution du crime ou du délit, par une ou plusieurs personnes, les peines seront fixées comme suit : »

2° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Dans les cas prévus par l'alinéa 3 de l'article 373, par l'alinéa 4 de l'article 375 et par l'alinéa 3 de l'article 376, la peine des travaux forcés sera de douze ans au moins; »

3° à l'alinéa 6, les mots « les §§ 3 et 4 de l'article 375 » sont remplacés par les mots « les alinéas 5 et 6 de l'article 375 » et les mots « et par le § 1^{er} de l'article 376 » par les mots « et par l'alinéa 2 de l'article 376 ».

Art. 4

Un article 378bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Article 378bis. — La publication et la diffusion par le livre, la presse, la cinématographie, la radio-phonie, la télévision ou par quelque autre manière, de textes, de dessins, de photographies ou d'images quelconques de nature à révéler l'identité de la victime d'une infraction visée au chapitre V, titre VII du livre II, sont interdites, sauf si cette dernière a donné son accord écrit ou si le magistrat chargé de l'instruction a donné son accord pour les besoins de l'instruction. »

« Les infractions au présent article sont punies d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de trois cents francs à trois mille francs ou d'une de ces peines seulement. »

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

kwetsbaar is, of onder bedreiging van een wapen of een op een wapen gelijkend voorwerp, wordt de schuldige gestraft met dwangarbeid van tien tot vijftien jaar. »

Art. 3 (nieuw)

In artikel 377 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt :

« Is de schuldige een bloedverwant in de opgaande lijn; behoort hij tot diegenen die over het slachtoffer gezag hebben; heeft hij misbruik gemaakt van het gezag of de faciliteiten die zijn functies hem verlenen; is hij een geneesheer, heelkundige, verloskundige of officier van gezondheid aan wie het kind ter verzorging was toevertrouwd; of is de schuldige, wie hij ook zij, in de gevallen van de artikelen 373, 375 en 376, door een of meer personen geholpen in de uitvoering van de misdaad of van het wanbedrijf, dan worden de straffen bepaald als volgt : »

2° het vierde lid wordt vervangen door wat volgt :

« In de gevallen van artikel 373, derde lid, 375, vierde lid, en 376, derde lid, bedraagt de dwangarbeid ten minste twaalf jaar; »

3° in het zesde lid worden de woorden « artikel 375, derde en vierde lid » vervangen door de woorden « artikel 375, vijfde en zesde lid » en de woorden « en van artikel 376, eerste lid » door de woorden « en van artikel 376, tweede lid ».

Art. 4

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 378bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 378bis. — Publicatie en verspreiding door middel van boeken, pers, film, radio, televisie of op enige andere wijze, van teksten, tekeningen, foto's of enigerlei beelden waaruit de identiteit kan blijken van het slachtoffer van een in hoofdstuk V, titel VII van boek II genoemd misdrijf, zijn verboden, tenzij met schriftelijke toestemming van het slachtoffer of met toestemming, ten behoeve van het onderzoek, van de met het onderzoek belaste magistraat. »

« Overtreding van dit artikel wordt gestraft met gevangenisstraf van twee maanden tot twee jaar en met geldboete van driehonderd frank tot drieduizend frank of met een van die straffen alleen. »

TEXTE PROPOSE A LA COMMISSION

TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

Art. 5

Un article 378^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Article 378^{ter}. — Lorsque les poursuites sont fondées sur les articles 372 à 378 du Code pénal, la juridiction de jugement peut ordonner le huis clos si l'une des parties le demande. »

Art. 5

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 378^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 378^{ter}. — Wanneer de vervolging is ingesteld op grond van de artikelen 372 tot 378, kan het rechtsprekende gerecht bevelen dat de zaak met gesloten deuren zal worden behandeld, indien één van de partijen het vraagt. »

Art. 6

Dans le même Code, l'article 458 est complété par un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« N'encourt pas les peines prévues à l'alinéa 1^{er}, tout médecin qui, avec l'accord de la victime, porte à la connaissance du procureur du Roi les sévices qu'il a constatés dans l'exercice de sa profession et qui lui permettent de présumer qu'un viol ou un attentat à la pudeur a été commis. »

Art. 6

In hetzelfde Wetboek wordt artikel 458 aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« De in lid 1 bedoelde straffen zijn niet van toepassing op de geneesheer die, met toestemming van het slachtoffer, de geweldpleging die hij in de uitoefening van zijn beroep heeft vastgesteld en die hem kan doen vermoeden dat een verkrachting of een aanslag op de eerbaarheid is gepleegd, ter kennis brengt van de procureur des Konings. »

Art. 7

L'article 25 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive est complété par un troisième alinéa, rédigé comme suit :

« La victime pourra, à ses frais, faire assister à la visite un médecin de son choix. »

Art. 7

Artikel 25 van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« Het slachtoffer kan op eigen kosten het onderzoek laten bijwonen door een geneesheer te zijner keuze. »

TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

Art. 5

— L'article 190, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle est complété par ce qui suit :

« Lorsque les poursuites sont fondées sur les articles 372 à 378 du Code pénal, la juridiction de jugement peut ordonner le huis clos à la demande de l'une des parties ou de la victime, notamment en vue de la protection de leur vie privée. »

Art. 6 (nouveau)

L'article 310 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« La disposition de l'article 190, alinéa 1^{er}, vaut également pour les cours d'assises. »

Art. 7

L'article 25 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive est complété par un troisième alinéa, rédigé comme suit :

« La victime pourra faire assister à la visite un médecin de son choix, dont les honoraires seront portés en compte dans les frais de justice. »

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Art. 5

— Artikel 190, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering wordt aangevuld met wat volgt :

« Wanneer de vervolgingen zijn gegrond op de artikelen 372 tot 378 van het Strafwetboek, kan het vonnisgerecht bevelen dat de zaak met gesloten deuren wordt behandeld, indien een van de partijen of het slachtoffer het vraagt, namelijk met het oog op de bescherming van zijn persoonlijke levenssfeer. »

Art. 6 (nieuw)

Artikel 310 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het bepaalde in artikel 190, eerste lid, geldt eveneens voor de hoven van assisen. »

Art. 7

Artikel 25 van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« Het slachtoffer kan het onderzoek laten bijwonen door een geneesheer naar zijn keuze, wiens erelonen aangerekend worden in de gerechtskosten. »